

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 28/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TROUILLET PANNEAUX (ex SAIRP)**

26 rue des Frère Lumière  
45800 ST JEAN DE BRAYE

Références : VAT20220599  
Code AIOT : 0010001516

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement TROUILLET PANNEAUX (ex SAIRP) implanté 26 rue des Frères Lumière 45800 ST JEAN DE BRAYE. L'inspection a été annoncée le 11/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée afin de vérifier le respect du point 9 de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 21 mars 2017 relatif aux déchets de panneaux composite entreposés à l'extérieur et vérifier la possibilité de lever la consignation de fond prescrite par arrêté du 18 juillet 2018.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TROUILLET PANNEAUX (ex SAIRP)
- 26 rue des Frères Lumière 45800 ST JEAN DE BRAYE
- Code AIOT : 0010001516
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Trouillet Panneaux réalisait entre 2012 et 2020 la confection de panneaux en composite utilisés pour l'aménagement de véhicule utilitaires légers (Caisse de transport). Pour cela, elle disposait d'une autorisation datant du 24 août 2007.

L'exploitant a notifié au préfet la cessation d'activités de la société Trouillet Panneaux par courrier en date du 21 septembre 2020.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- respect de l'arrêté de mise en demeure du 21 mars 2017
- modalité de cessation d'activité

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/03/2017, article 1	/	Levée de consignation
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 20/09/2022, article R.512-39-3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des déchets présents ont bien été évacués et le dossier de cessation d'activité est conforme à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, évacuation des déchets entreposés à l'extérieur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est mis en demeure d'évacuer vers un exutoire dûment autorisé les déchets de panneaux composites stockés sur les parties extérieures du site, conformément à l'article 5.1.3 de l'AP du 24/08/2007 sous 6 mois à compter de la notification de l'AP.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'arrêté de mise en demeure est désormais respecté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du site l'inspection a pu constater que l'ensemble des déchets entreposés à l'extérieur ont bien été évacués. L'exploitant a fourni les factures de l'entreprise SARL AGRIBA relatives au transport des déchets vers l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Chevilly. Les bons de pesée et les BSD attestant de la prise en charge des déchets par la société SUEZ RV Centre Ouest exploitant l'ISDND ont également été fournis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de consignation

## N° 2 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/09/2022, article R.512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, transmission du mémoire de cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que le dossier de cessation d'activité a bien été transmis.
<b>Observations :</b> L'exploitant a notifié au préfet la cessation d'activités de la société Trouillet Panneaux par courrier en date du 21 septembre 2020. Toutefois, le dossier de cessation d'activité complet n'avait pas été transmis à la préfète du Loiret. Par lettre préfectorale du 17 février 2022, il a été demandé à l'exploitant de transmettre un mémoire conforme à l'article R512-39-3 du code de l'environnement.  Par courriel du 16 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection (copie à la DDPP) un dossier de cessation d'activité pour le site exploité par Trouillet Panneaux au 26 rue des Frères Lumière 45800 Saint-Jean-de-Bray. Ce dossier a été élaboré par le bureau d'étude AXE Assistance et Expertise certifié LNE sites et sols pollués. Ce dossier est en cours d'instruction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet